



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
71100 Chalon-sur-saone

Chalon-sur-saône, le 24/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DIM FRANCE SAS**

2 rue des Martinets  
Bâtiment H2O  
92500 Rueil-Malmaison

Références : AV/MV/2024/C\_188  
Code AIOT : 0005401263

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement DIM FRANCE SAS implanté 4 Rue Nicéphore Niepce Bâtiment CDF 71400 Autun. L'inspection a été annoncée le 25/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre de l'action nationale sur les PFAS - 2024 et elle a permis de procéder au récolement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 janvier 2023 encadrant les rejets aqueux du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DIM FRANCE SAS
- 4 Rue Nicéphore Niepce Bâtiment CDF 71400 Autun

- Code AIOT : 0005401263
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site DIM France de Saint Pantaléon à Autun est spécialisé dans la teinture et le conditionnement d'articles de bonneterie et chaussants. Environ 100 personnes travaillent sur le site.

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°86-112 du 30 avril 1986 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 janvier 2023 encadrant les rejets aqueux.

#### Contexte de l'inspection :

- Récolement

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS - AN PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Respect des VLE et fréquence - rejets industriels	AP Complémentaire du 18/01/2023, article 4.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Respect des VLE et fréquence - Eaux pluviales	AP Complémentaire du 18/01/2023, article 4.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Programme d'autosurveillance et mesures comparatives	AP Complémentaire du 18/01/2023, article 5-II et 5-III	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réalisation des campagnes d'analyse - AN PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse - AN PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Exigences pour le prélèvements - AN PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures - AN PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF - AN PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'action nationale 2024 sur les actions PFAS, il est demandé à l'exploitant de formaliser par écrit la liste des substances PFAS demandées dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 (l'exploitant dispose des éléments nécessaires). L'exploitant doit interroger les fournisseurs de matières premières textiles sur la présence potentielle de substances PFAS.

Concernant le récolement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 janvier 2024, plusieurs non-conformités sont relevées portant sur :

- le non-respect de la fréquence de contrôle trimestriel des paramètres cyperméthrine, tributylétain cation et cadmium ;
- l'absence de relever du pH entre juin et aout 2024 ;
- le dépassement de la concentration en chrome pour l'ensemble des mesures (> 5xVLE) ;
- l'absence d'autosurveillance réalisée en novembre 2024 ;
- l'absence de contrôle de la qualité des eaux pluviales en 2023 et le non-respect de la fréquence de surveillance en 2024 ;
- l'absence de formalisation du programme d'autosurveillance dans un document écrit ;
- l'absence de réalisation de mesures comparatives pour l'année 2024.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS - AN PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a établi une liste des substances utilisées et sa liste des FDS est à jour. Le tableau permet de connaître substance par substance avec numéro CAS la composition des produits. Si un numéro CAS ressort comme contenant des PFAS, une alerte apparaît.</p> <p>L'exploitant a recherché les PFAS qu'il pouvait éventuellement utiliser. Peu de FDS indique les produits de dégradation.</p> <p>L'exploitant n'identifie pas de substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation. Il n'a donc pas formalisé de liste.</p> <p>Toutefois, les résultats des campagnes d'analyse réalisées en décembre 2023 et janvier et février 2024 indiquent que quelques substances PFAS et AOF ont été quantifiés dans les 3 campagnes d'analyses. Il y a présence de substances PFAS dans les rejets.</p> <p><b>Constat 01-10122024 :</b> l'exploitant n'a pas formalisé la liste des PFAS comme présenté par l'arrêté (utilisée, produites, traitées ou rejetées).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Constat 01-10122024 :</b> l'exploitant devra formaliser la liste des PFAS comme présenté par l'arrêté utilisée, produites, traitées ou rejetées. Il transmettra cette liste sous 2 mois à l'inspection des installations classées.</p> <p>Il recherchera l'origine de ces rejets, ainsi que potentiellement des PFAS autres que ceux déjà recherchés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

## N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse - AN PFAS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les 3 campagnes de recherche des substances PFAS ont été réalisées en décembre 2023, janvier et février 2024 sur le point de rejets d'eaux industrielles du site.</p> <p>Tous les paramètres obligatoires ont fait l'objet d'analyses (20 PFAS + AOF (l'exploitant n'a pas mise en évidence d'autres substances PFAS)) en respectant les échéances fixées par l'arrêté.</p>

<p>Aucune recherche n'a été réalisée sur les rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être souillées. Toutefois, l'arrêté ministériel précise que "Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale."</p> <p>Sur le site DIM d'Autun, il n'y a pas eu d'utilisation des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative et il n'y a pas de stockage de matières ou de déchets susceptibles de contenir des substances PFAS sur lesquelles les eaux pluviales pourraient ruisseler.</p> <p>L'absence de recherche des PFAS dans les eaux pluviales du site n'est donc pas considérée comme une non-conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse - AN PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les organismes mandatés pour les prélèvements (CERECO) et les analyses (AL-West et IANESCO) sont accrédités.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Exigences pour le prélèvements - AN PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<b>Constats :</b>

<p>Les prélèvements ont bien été réalisés de manière homogène, par échantillonnage sur une durée de 24 heures dans des conditions normales de l'installation. D'après l'exploitant, le mois de décembre 2023 était un bon mois de production, janvier et février 2024 des mois de production standard ; sans arrêt d'installation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Précisions des mesures - AN PFAS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La limite de quantification des AOF est de 2 µg/l.</p> <p>La limite de quantification pour les substances PFAS est de 20 ng/l sauf pour les substances :</p> <p>1H,1H,2H,2H-Perfluoro-1-décanol (8:2 FTOH) : 100 ng/l</p> <p>1H,1H,2H,2H-Perfluoro-1-octanol (6:2 FTOH) : 100 ng/l</p> <p>Acide perfluorododécanesulfonique (PFDoaS) : 50 ng/l</p> <p>Acide perfluorotridécanesulfonique (PFTDaS) : 50 ng/l</p> <p>Acide perfluoroundécanesulfonique (PFUDaS) : 50 ng/l</p> <p>C6O4/F-DIOX : 30 ng/l</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF - AN PFAS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La restitution des résultats des 3 campagnes de recherche des PFAS a été faite sous GIDAF dans le respect des échéances réglementaires.</p> <p>Il est bien fait état dans les rapports de la mention de l'accréditation du laboratoire mandaté, et des méthodes d'analyses utilisées.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Respect des VLE et fréquence - rejets industriels

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/01/2023, article 4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des ressources en eau et des milieux aquatiques

Prescription contrôlée :

Valeurs limites d'émission d'émission pour les rejets aqueux industriels (rejet 1)

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies :

Nom de la substance	Code SANDRE	Concentration maximale en mg/l	Flux maximal journalier (g/j)	Périodicité minimale d'autosurveillance
pH	1302	5,5 - 8,5	/	journalier
Température	1301	30° (50° si autorisation de la ville d'Autun)	/	journalier
Débit	1552	1 000 m3/j max	/	Continu
MES	1305	100	48 000	mensuelle
DBO5	1313	800	100 000	mensuelle
DCO	1314	2 000	500 000	hebdomadaire
Azote global	1551	150	50 000	mensuelle
Phosphore total	1350	50	2 200	mensuelle



Indice phénol	1440	0,300	87	mensuelle
Chrome total (2)	1389	0,100	150	mensuelle
Cuivre	1392	0,010	10	mensuelle
Plomb	1382	0,050	1	mensuelle
Hydrocarbure totaux (1)	7009	10	/	mensuelle
Fer + Aluminium (1)	7714	2	250	mensuelle
Manganèse (1)	1394	0,1	50	mensuelle
Zinc	1383	0,800	50	mensuelle
Étain (1)	1380	0,060	16,8	mensuelle
Métaux totaux	8095	15	/	mensuelle
Cadmium *	1388	0,025	0,6	Trimestrielle
Tributylétain cation*	2879	$6 \times 10^{-5}$	0,002	trimestrielle
Cyperméthrine	1140	$1 \times 10^{-5}$	0,0050	trimestrielle
Arsenic	1369	0,010	2	mensuelle
A z o t e o r g a n i q u e	1319	500	50 000	mensuelle

o r g a n i q u e (= N K J - A z o t e A m m o n i a c a l)				
SEH	7464	50	12 500	mensuelle
Hydrocarbures volatils	7 0 0 6 (= 7 0 0 9 - 7 0 0 7)	10	100	mensuelle

(1) A ce jour, il n'existe pas de NQE pour ces paramètres ; il revient à l'exploitant de prendre en compte d'autres valeurs de référence

2) Pour le chrome et ses composés, la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur sera vérifiée au regard du chrome total (le paramètre « Chrome total (code SANDRE : 1389) possède une NQE ; en revanche, il n'en existe pas pour les composés Chrome trivalent (Cr III) et Chrome hexavalent (Cr VI) ).

Les substances dangereuses marquées d'une \* dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998.

Sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les mesures comparatives sont réalisées selon la périodicité annuelle.

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet, appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes). La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans les tableaux ci-dessus. »

#### Constats :

**Constat 02-10122024 : non-conformité** : les données GIDAF entre février 2023 et septembre 2024 indiquent :

- température : 79 dépassements sur 607 mesures avec un maximum de 36,6 °C en juillet 2023 et supérieure à 34°C sur les mois de juin, juillet et août 2024 ;
- pH : une seule valeur non-conforme en septembre 2023 (ph de 4,64) ; absence de mesure du pH entre juin et août 2024 ;
- DCO : 2 dépassements sur 80 mesures, 2050 mg/l en août 2023 et 2720 mg/l en janvier 2024 (< 2xVLE)
- chrome : 20 dépassements sur 20 mesures avec un maximum de 0,94 mg/l en novembre 2023 (9 x VLE)
- cuivre : 2 dépassements sur 20 mesures, 0,016 et février 2023 et 0,027 mg/l en mai 2023 (<

<p>2xVLE)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- manganèse : 2 dépassements sur 20 mesures avec un maximum de 0,11 mg/l en janvier et mai 2024 (&lt; 2xVLE)</li> <li>- indice hydrocarbure : 1 dépassement en flux en avril 2023 (&lt; 2xVLE) ;</li> <li>- SEH : 3 dépassements sur 21 mesures en concentration avec un maximum de 210 mg/l en février 2023 et 1 dépassement en flux. Les 2 dépassements de 2024 sont &lt; 2xVLE ;</li> <li>- cyperméthrine : 4 dépassements sur 5 mesures d'une valeur de 0,03 µg/l (3xVLE) ;</li> <li>- tributylétain cation : 1 dépassement sur 5 mesures de 0,09 µg/l (&lt; 2xVLE)</li> <li>- la fréquence trimestrielle des paramètres concernées n'est pas respectée (2 ou 3 mesures dans l'année au lieu de 4) ;</li> <li>- absence de valeur de la DBO5 et du phosphore total en novembre 2023 et juillet 2024</li> <li>- absence de déclaration GIDAF pour octobre et novembre 2024.</li> </ul> <p>L'exploitant indique entre autres que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des échanges sont en cours avec la ville pour remettre à jour la convention de rejet et qu'il demandera un accord pour une dérogation pour la température des effluents les mois d'été ;</li> <li>- l'absence du pH est due à une panne du pHmètre. Un nouveau pHmètre devant être mis en service avec la station d'épuration des effluents, l'exploitant n'a pas remplacé le pHmètre et a attendu celui de la station ;</li> <li>- le cuivre proviendrait des canalisations du site ;</li> <li>- la cyperméthrine : la limite de quantification du laboratoire étant supérieure à 0,01 µg/l (VLE), l'exploitant indique comme valeur retrouvée la limite de quantification ;</li> <li>- l'absence de valeur en DBO5 et phosphore total s'explique par le fait que l'analyse de ces paramètres est réalisée mensuellement par VEOLIA (alors que le reste des paramètres est prélevé par CERECO) qui n'a pas fait de prélèvement en raison de congés ;</li> <li>- les prélèvements en novembre pour l'autosurveillance n'ont pas été réalisés.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Constat 02-12102024 :</b> l'exploitant devra respecter les fréquences trimestrielles de surveillance pour les paramètres : cadmium, tributylétain cation, cyperméthrine.</p> <p>Il est recommandé à l'exploitant de changer de laboratoire pour l'analyse de la cyperméthrine afin de vérifier la présence ou non de ce composé dans les rejets.</p> <p>L'exploitant devra réaliser la déclaration sous GIDAF du mois d'octobre 2024.</p> <p>L'exploitant devra justifier du retour à la conformité pour les rejets en chrome notamment avec la mise en service de la station de traitement des effluents interne.</p> <p>L'exploitant veillera à ce que VEOLIA prévienne suffisamment en amont de ses absences afin de faire réaliser l'analyse des paramètres par un autre prestataire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 8 : Respect des VLE et fréquence - Eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/01/2023, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des ressources en eau et des milieux aquatiques
<b>Prescription contrôlée :</b>

Valeurs limites d'émissionpour les rejets eaux pluviales du parc de stockage, des parkings et voiries

Le prélèvement sera réalisé avant de rejoindre les eaux pluviales de toiture pour éviter toute dilution et pendant un épisode pluvieux. Périodicité de mesure : au minimum semestriel.

Paramètre	Valeur
pH	5,5 - 8,5
Température	< 30 °C
Couleur	Modification ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l

Paramètres	Concentration instantanée (mg/l)
MES	35
DCO	125
Hydrocarbures	10

Constats :

L'exploitant a transmis l'analyse de la qualité des eaux pluviales réalisé le 15 octobre 2024.  
**Constat 03-12102024 : non-conformité** : l'exploitant n'a pas fait réaliser les analyses demandées en 2023 et au premier semestre 2024.

Les résultats des analyses d'octobre 2024 montrent le respect aux VLE prescrites.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**Constat 03-10122024** : l'exploitant devra respecter la fréquence d'analyse des rejets d'eaux pluviales à savoir semestrielle.  
L'exploitant transmettra un justificatif permettant de s'assurer que cette fréquence est prise en compte.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 9 : Programme d'autosurveillance et mesures comparatives**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/01/2023, article 5-II et 5-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des ressources en eau et des milieux aquatiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>II - Programme d'auto-surveillance :</b></p> <p>Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.</p> <p><b>III - Mesures comparatives :</b></p> <p>Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives. »</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un tableau de suivi des analyses réalisées dans le cadre de son autosurveillance.</p> <p><b>Constat 04-10122024 : non-conformité :</b> l'exploitant n'a pas formalisé dans un document écrit son programme d'autosurveillance.</p> <p><b>Constat 05-10122024 : non-conformité :</b> l'exploitant n'a pas fait réaliser de mesures comparatives pour l'année 2024.</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Constat 04-10122024 :</b> l'exploitant devra décrire dans un document les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. Il transmettra ce document sous 3 mois. Si l'exploitant décide d'ajouter des paramètres de surveillance et/ou d'augmenter les fréquences d'analyses ce suivi particulier devra être inscrit dans le programme d'auto-surveillance.</p> <p><b>Constat 05-10122024 :</b> l'exploitant devra faire réaliser des mesures comparatives de son autosurveillance à fréquence annuelle. Il a la possibilité de demander à ce qu'un contrôle inopiné réalisé dans l'année, sous réserve de justifier qu'il a été réalisé lors d'une période normale d'activité, puisse se substituer aux mesures comparatives.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>